










La Suisse qui se réorganise

 [Bearbeiten](#)

von [Peter Köppel](#), Sonntag, 22. Januar 2012 um 17:42 

Notizen durchstöbern

-  [Notizen von Freunden](#)
-  [Notizen der Seite](#)
-  [Meine Notizen](#)
-  [Meine Entwürfe](#)
-  [Notizen über mich](#)

[Zu FreundIn oder Seite gehen](#)

[Markierungen hinzufügen](#)

[Meine Notizen](#)

Des cercles réactionnaires déplorent l'existence de zones métropolitaines et la création de conférences métropolitaines en Suisse. Selon ces gens-là, ces nouvelles structures sont contraires à la démocratie directe, basée sur les entités de la Commune, du Canton et de la Confédération – dans cet ordre de priorité: Commune d'abord, Canton ensuite, Confédération à la fin. Gare au centralisme, ça sent l'UE! Or, les zones métropolitaines de Zurich, de Genève–Lausanne–Montreux, de Bâle sont une réalité que l'on ne saurait nier. Il est donc parfaitement raisonnable d'en tenir compte sur le plan de l'organisation des décisions politiques. Reste le problème de la légitimité de ces décisions. Pas de problème, disent les uns: les décideurs sont des élus! Mais ces élus, répondent les réactionnaires, sont élus pour autre chose, dans ces nouvelles structures, ils prennent des décisions qui vont plus loin que leur mandat! Ce problème-là me semble de nature assez académique, pour l'instant, vu le poids des parlements cantonaux dans ces nouvelles combines. Un autre aspect de cette évolution me préoccupe davantage. C'est que via ces nouvelles structures les régions helvétiques pourraient se dresser les unes contre les autres. Ce n'est pas l'intention primordiale des conférences métropolitaines, auxquelles cependant ce danger n'est pas étranger, leurs zones étant exclusives. Il y a des événements qui rendent pensif. Ainsi, on vient d'apprendre que les cantons romands se sont mis ensemble pour s'enquérir de leur possible représentation à Bruxelles. Leur exemple est le Land Baden–Württemberg, qui entretient à Bruxelles une maison plus grande que mainte ambassade. La région linguistique romande, se veut-elle maintenant une entité politique comme l'est un Land allemand? On le nie, mais la tendance est là, son germe est dans toute zone métropolitaine qui se veut le centre de gravité de sa région.

N'exagérons pas, mais constatons qu'il y a en Suisse un problème de légitimité des structures supra-cantoniales auquel il faut remédier. Il ne suffira pas de s'appuyer sur les parlements cantonaux. Il faut s'appuyer surtout sur le citoyen helvétique. Car ce n'est qu'à partir d'une vision de la Suisse entière que l'on peut juger de ces nouvelles structures. Il faut donc que le citoyen change de priorités: Confédération d'abord, Canton ensuite, Commune à la fin. Or, la Confédération, ce n'est pas seulement la Suisse alémanique, la Romandie, ou le Tessin. C'est tout cela ensemble. C'est pour cela que nous avons besoin de passerelles entre ces régions qui, dans l'esprit de leur populations, se séparent de plus en plus les unes des autres. A l'exemple des Romands à Bruxelles.